

Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale et solidaire. De la Grande Guerre à nos jours*

L'économie sociale, une histoire enfin accessible

Timothée Duverger



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/6985>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Timothée Duverger, « Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale et solidaire. De la Grande Guerre à nos jours* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 18 juillet 2017, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/6985>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Tous droits réservés

Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale et solidaire. De la Grande Guerre à nos jours*

L'économie sociale, une histoire enfin accessible

Timothée Duverger

RÉFÉRENCE

Michel Dreyfus, *Histoire de l'économie sociale et solidaire. De la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, PUR, 2017, 264 p.

La grande oubliée de l'histoire sociale ?

1 L'histoire de l'économie sociale occupe une place marginale dans l'histoire sociale, comme en témoigne notamment son absence dans la monumentale *Histoire des mouvements sociaux en France* dirigée par Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky¹. Si l'ouvrage classique d'André Gueslin, publié il y a trente ans, donne une connaissance exhaustive de l'économie sociale au XIX^e siècle², il manquait jusqu'à aujourd'hui l'équivalent pour le XX^e siècle. C'est désormais chose faite avec le livre de Michel Dreyfus, qui s'inscrit dans le prolongement de *L'invention de l'économie sociale*, dont il peut être considéré comme le deuxième tome.



2 Connu pour ses travaux sur la CGT, la mutualité et plus récemment la coopération, Michel Dreyfus est l'une des principales « plumes » de l'histoire du mouvement ouvrier. Situé au carrefour des histoires de la mutualité et de la coopération, il était le mieux placé pour achever l'histoire de l'économie sociale. Si les travaux sur l'économie sociale, prise comme un ensemble qui surdétermine ses composantes coopératives, mutualistes et associatives, sont rares³, il existe quelques études, encore trop peu développées, sur chacune des familles.

3 Pour le XX^e siècle, l'histoire de la mutualité est la mieux connue grâce aux travaux d'historiens comme Henri Hatzfeld, Michel Radelet, Bernard Gibaud, Michel Dreyfus ou Patricia Toucas-Truyen⁴. L'histoire de la coopération est, en revanche, moins explorée. Outre les travaux qui adoptent un angle sectoriel comme ceux de Sylvie Zaidman sur les coopératives de production⁵ ou de Niccolo Mignemi sur la coopération agricole⁶, Michel Dreyfus et Patricia Toucas-Truyen ont dirigé une présentation générale du mouvement coopératif⁷, et Jean-François Draperi, le rédacteur en chef de la *RECMA, Revue internationale de l'économie sociale*, a publié *La République coopérative*⁸. Enfin, l'histoire des associations reste à écrire, malgré un regain d'intérêt à depuis le centenaire de la loi 1901. Deux ouvrages collectifs ont évoqué leurs liens, pour l'un avec la politique⁹, pour l'autre avec le syndicalisme¹⁰, tandis que Jean Defrasne a proposé une courte synthèse de leur histoire¹¹. S'y ajoutent également des approches sectorielles, comme par exemple les travaux d'Axelle Brodriez-Dolino sur les associations d'action sociale¹².

Une histoire de familles

4 Pour cet ouvrage, Michel Dreyfus s'appuie donc largement sur l'historiographie de l'économie sociale, tout en résorbant les zones blanches. Effectuant la jointure avec l'ouvrage d'André Gueslin, il fait débiter son histoire en 1914 pour l'arrêter à la loi historique du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, dite loi Hamon.

- 5 Optant pour un plan chronologique, fidèle aux grandes scissions de l'histoire générale, Michel Dreyfus suit la généalogie des familles de l'économie sociale, soit du triptyque des coopératives, des mutuelles et des associations. Après avoir rappelé les héritages du XIX^e siècle, il fait le constat de la division durable de l'économie sociale au lendemain de la Grande Guerre, due à l'intervention croissante de l'État. Les trajectoires des coopératives, des mutuelles et des associations sont alors parallèles pendant un demi-siècle et ne convergent qu'à partir des années 1970.
- 6 Cette approche permet à l'auteur de nous offrir plus qu'un simple ouvrage de synthèse. Il présente de façon à la fois dynamique, panoramique et approfondie l'histoire de l'économie sociale, en restituant la diversité de ses mouvements constitutifs tout en s'interrogeant sur leurs interactions. L'histoire de la mutualité est, bien sûr, parfaitement maîtrisée et il est très appréciable que toutes les formes de coopération, qui couvrent l'ensemble des branches de l'activité humaine, soient examinées : agriculture, consommation, production, banque, école, commerce, habitation, pêche, artisanat, transports, etc. En revanche, les associations sont moins traitées, exception faite du secteur social et médico-social auxquels l'auteur consacre les développements les plus intéressants. On regrettera notamment l'absence du secteur de l'insertion par l'activité économique, qui occupe pourtant une place importante depuis l'installation d'un chômage structurel au tournant des années 1980.

Un ouvrage de référence

- 7 L'analyse des trajectoires de l'économie sociale donne à voir, par exemple, l'essor des coopératives de consommation – fer de lance du mouvement coopératif – pendant le « court XX^e siècle », de la Grande Guerre où, soutenues par le cabinet d'Albert Thomas, sous-secrétaire d'État socialiste aux armements, elles contiennent l'inflation des prix des produits de consommation courante, jusqu'à leur chute en 1986 face au commerce de détail et à la grande distribution. Elle dévoile également la capacité de la mutualité à traverser toutes les zones de turbulence, certes en changeant de morphologie, mais sans jamais en sortir affaiblie, comme lorsque les lois de 1928-1930 rendent les assurances sociales obligatoires ou lorsque le Gouvernement provisoire de la République française instaure la Sécurité sociale.
- 8 Deux autres apports sont à mettre au crédit de cet ouvrage. L'influence de référentiels politiques, religieux et intellectuels d'une part, et la mise en évidence de l'étroit rapport de dépendance de l'économie sociale avec l'État d'autre part. Michel Dreyfus montre ainsi les liens jusqu'à la Seconde Guerre mondiale de la coopération de production avec le Parti radical et la franc-maçonnerie. Son renouveau théorique est ensuite porté après-guerre par des chrétiens, l'un catholique Henri Desroche, l'autre protestant Claude Vienney, tandis qu'elle découvre de nouveaux rivages coopératifs dans la pêche, l'artisanat, l'habitat et le commerce, avant de trouver une source d'inspiration dans l'utopie autogestionnaire des années 1968. Le monde associatif est, quant à lui, clivé entre les associations confessionnelles, liées pour la plupart à l'Office central des œuvres de bienfaisance (OCOD) créé en 1890 par des leplaysiens, et les associations laïques, apparues plus tardivement notamment sous le Front populaire, à l'instar des Auberges de jeunesse ou du Secours populaire créé en 1936 par le Parti communiste français, dans un contexte de tensions internationales et de forte politisation de la société.

- 9 Contrairement à une représentation usuelle mythifiant l'auto-organisation de la société civile, portée tant par les libéraux que par la deuxième gauche, Michel Dreyfus pointe les liens consubstantiels de l'économie sociale avec l'État. Le chapitre sur la Seconde Guerre mondiale est, de ce point de vue, particulièrement éclairant et a le grand mérite d'aborder sans détour une période méconnue de l'histoire de l'économie sociale. On y observe l'interventionnisme du régime de Vichy dans le mouvement coopératif ou encore sa tentative d'instrumentalisation du mouvement associatif au sein du Secours national. L'adhésion de la Mutualité française à la Charte du Travail n'est pas davantage occultée. Plus proche de nous, au sein du Parti socialiste, le courant rocardien est le vecteur d'une institutionnalisation de l'économie sociale après la victoire présidentielle de François Mitterrand en 1981, à travers la création de différents outils, dont une délégation interministérielle, et la mise en place en 1984 d'un secrétariat d'État dédié.
- 10 Si le lecteur pourra rester sur sa faim concernant la mise en perspective internationale de l'économie sociale pour mesurer les spécificités du modèle français, dont on devine qu'il sert d'étalon à l'étranger¹³, il n'en demeure pas moins qu'il trouvera dans l'ouvrage de Michel Dreyfus une référence indispensable aux chercheurs et aux étudiants comme aux acteurs de l'économie sociale et solidaire soucieux de donner du sens à leur engagement. Ce livre n'est pourtant pas indépassable car, comme le reconnaît l'auteur, de nombreuses recherches sont encore à mener. Les archives de la Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF) ou de la Fédération nationale des coopératives de consommation (FNCC) n'ont, par exemple, pas encore livré tous leurs secrets, tandis que les sous-secteurs du mouvement associatif sont encore en friche. Espérons que cet ouvrage contribue à susciter des vocations chez les jeunes chercheurs et une pleine reconnaissance par les historiens du champ historiographique de l'économie sociale.

NOTES

1. Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky (dir.), *Une histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, 800 p.
2. André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale : le XIX^e siècle français*, Paris, Économica, 1987, 340 p.
3. Timothée Duverger, *L'économie sociale et solidaire : une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016, 414 p.
4. Henri Hatzfeld, *Du paupérisme à la sécurité sociale*, Paris, Armand Colin, 1971, 344 p. ; Michel Radelet, *Mutualisme et syndicalisme : ruptures et convergences de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, PUF, 1991, 204 p. ; Michel Dreyfus et Bernard Gibaud (dir.), *Mutualité de tous les pays : un passé riche d'avenir*, Paris, Mutualité française, 1995, 469 p. ; Patricia Toucas-Truyen, *Histoire de la mutualité et des assurances : l'actualité d'un choix*, Paris, Syros, 1998, 196 p.
5. Sylvie Zaidman, *Les sociétés coopératives ouvrières de production en France de 1945 à nos jours*, Thèse de doctorat en histoire, Université Paris 7, 1989, 632 p.

6. Niccolo Mignemi, *Coopérer pour travailler la terre, coopérer pour exploiter la terre : itinéraires comparés des coopératives agricoles en Italie et en France dans la première moitié du XX^e siècle*, thèse de doctorat en histoire, EHESS, 2012, 755 p.
7. Michel Dreyfus et Patricia Toucas-Truyen (dir.), *Les coopérateurs : deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Éditions de l'Atelier/GNC, 2005, 430 p.
8. Jean-François Draperi, *La République coopérative : théories et pratiques coopératives aux XIX^e-XX^e siècles*, Louvain-la-Neuve, Larcier, 2012, 327 p.
9. Claire Andrieu, Gilles Le Béguec et Danielle Tartakowsky (dir.), *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 72 p.
10. Danielle Tartakowsky et Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, PUR, 2006, 481 p.
11. Jean Defrasne, *Histoire des associations françaises*, Paris/Budapest/Torino, L'Harmattan, 2004, 147 p.
12. Axelle Brodiez-Dolino, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 365p. ; *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 378 p.
13. Timothée Duverger, *L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2016, 414 p.